

# Comment parler de l'immigration dans les médias ?

Table ronde organisée  
par le Centre de recherche  
de l'École supérieure  
de journalisme de Lille

*Coordination :*

**Christophe Deleu**

*Avec la participation de :*

**Nathalie Dollé**

*journaliste pour le magazine  
"Saga-Cités", diffusé sur France 3;*

**Nathalie Gathié**

*journaliste indépendante;*

**Louissette Fareniaux**

*professeur de filmologie à l'université de  
Lille 3 et documentariste;*

**Olivier Michel**

*journaliste à France 3 Europole;*

**Pierre Wolf**

*journaliste à Radio France Urgences Lille.*

**Cahiers du journalisme :** Pour commencer, chacun pourrait expliquer pourquoi il a décidé de traiter des questions de l'immigration, et pourquoi il a choisi tel support médiatique.

**Nathalie Gathié :** Pourquoi ai-je choisi la presse écrite ? Sur le sujet de l'immigration, la presse écrite permet d'installer une intimité, des relations de confiance, ce qui est beaucoup plus difficile à instaurer avec le support radio ou le support télé. J'ai essayé de réaliser des sujets télévisés sur l'immigration, mais je ne suis pas satisfaite du résultat. La caméra induit des comportements très particuliers.

Pourquoi ai-je choisi d'écrire sur l'immigration ? Dans les rédactions parisiennes, on trouve beaucoup de journalistes pour écrire sur l'immigration de façon institutionnelle. Mais il n'y en a pas beaucoup pour se rendre en banlieue. Les journalistes chevronnés estiment que ce n'est pas drôle d'aller en banlieue. Les sujets qui sont faits là-bas ne sont pas considérés comme des sujets d'élite. Tout le monde connaît l'ego des journalistes !

Je suis arrivée à *Libération* à 22 ans. Mon intérêt pour ce sujet a donc pu se conjuguer avec l'absence d'intérêt général dans la rédaction pour s'y coller. Je me suis retrouvée titulaire du dossier "banlieue". Je parle de banlieue, même si je trouve cette terminologie réductrice.

Sur la question du format, je suis une journaliste d'actualité. Mais quand j'étais à *Libération*, il y avait de la place pour des papiers assez longs. Et je pouvais partir en reportage une ou deux semaines, pour faire une double page. Ou on pouvait travailler l'actualité sous la forme d'une chronique. Donc on pouvait partir 15 jours dans une cité, sans qu'il s'y passe quelque chose.

Car ceux qu'on appelle les "jeunes de banlieue" nous reprochent souvent de ne venir que quand il se passe quelque chose, quand c'est "chaud". Le parti pris était d'aller dans une cité représentative, en période relativement calme. Une fois, je suis partie avec un photographe pendant trois semaines. Et on a publié des reportages pendant une semaine dans *Libération*.

**Pierre Wolf** : Pourquoi ai-je choisi la radio ? On peut faire passer des choses à la radio qu'il est difficile de traduire autrement, notamment dans la façon dont les gens s'expriment. Comme il n'y a pas l'image, cela permet aussi d'avoir une intimité. Et cela garantit une protection aux gens qui s'expriment. A Urgences, nous venons de faire une semaine spéciale sur l'immigration. Nous avons choisi de grouper des thèmes qui sont souvent abordés de manière séparée. Dans la région Nord-Pas de Calais, on parle plus en termes de quartier que de banlieue. Beaucoup de jeunes qu'on rencontre pour les reportages nous font part de problèmes de discrimination raciale. C'était l'occasion de faire le point sur toutes ces questions, sur l'état du racisme, sur l'échec de l'antiracisme traditionnel, sur les nouvelles formes d'antiracisme (les mouvements mis en place par les groupes de rap). Cette nouvelle forme d'antiracisme intéresse beaucoup les jeunes de banlieue. Quand nous avons invité les membres du groupe Assassins, cinq jeunes de banlieue sont venus les voir en studio et ont discuté avec eux. Nous avons aussi fait le point sur la politique de l'immigration de la France en invitant un sénateur socialiste, un membre du Mrap, et un membre du Comité des sans-papiers de Lille. On considère souvent les questions de l'immigration comme un bloc.

**Louissette Fareignaux** : Moi, c'est ma situation personnelle qui m'a conduite à parler d'immigration. Mon arrière-grand-père est espagnol. J'ai aussi mis beaucoup de temps pour retrouver un film très important pour moi sur les événements du 17 octobre 1961. Le cinéma est pour moi un moyen de garder une trace de situations qui ne sont pas forcément faciles à approcher.

Mon film sur les mineurs marocains est parti d'une série de rencontres avec ces gens, et de l'idée qu'il fallait conserver une trace de ce qui était en train de se passer. Dans l'histoire de ces hommes, il y a peu d'images qui ont été conservées ou mises à la disposition des gens de la région. Au départ, j'ai découvert un montage diapo sur l'arrivée des mineurs marocains qui a été publié dans *Libé*, et qui a été réalisé par la maison de production "Les films d'ici". Ces diapositives montraient les baraquements dans lesquels ils vivaient.

J'ai choisi le documentaire car je considère que l'approche de ces questions demande du temps. Le plus souvent, il s'agit de reconstituer les histoires de ces hommes. Pour le film, nous avons d'abord choisi de parler de la grève, mais nous nous sommes rendu compte qu'il fallait aussi aller au Maroc pour reprendre leur histoire depuis le début. Avec le documentaire, on peut prendre son temps pour approcher les choses. Et on peut restituer l'espace-temps qui est propre à ces personnes, le rapport qu'ils ont par rapport au temps et à l'espace. Il y a aussi un autre élément qui m'a poussée à filmer, c'est que j'en avais un peu assez qu'on sépare la deuxième génération d'immigrés de la première.

**Nathalie Dollé** : Je suis arrivée à la télévision un peu par hasard. Au départ, je voulais faire de la presse écrite. La télévision est loin d'être la panacée, et on se heurte de plus en plus aux limites du genre. Mais l'avantage de la télévision est d'être un média de masse. Entre 600 000 et un million de téléspectateurs regardent notre émission "Saga-Cités" et nos sujets de vingt-deux minutes.

L'immigration est notre terreau, notre vivier, puisqu'on travaille dans les banlieues. Nous avons fait les deux émissions spéciales sur la politique française de l'immigration après les événements de l'église Saint-Bernard. Nous voulions faire quelque chose de "coup de poing".

**Olivier Michel** : Je suis un journaliste d'actualité pour la télévision. Je ne traite pas que des sujets d'immigration, mais dans la métropole lilloise, l'immigration touche la plupart des autres sujets. C'est un sujet transversal. Le principal problème que nous avons est un problème de temps. La plupart de nos sujets font une minute trente. Le problème du temps de la restitution de la parole nous amène aussi à nous poser des questions. Nous manquons de temps pour appréhender les sujets.

J'ai choisi la télé parce que c'est un média de pouvoir. C'est le seul média qui dans le futur pourra changer les mentalités. Je suis peut-être idéaliste ! Ce qui m'attire surtout, c'est de parler au plus grand nombre. J'admets qu'en quatre ans je suis devenu plus réaliste, et que je trouve le système télé très contraignant. On apprend à mal dormir le soir de plus en plus souvent, et à faire des choses qu'on ne voulait pas faire au départ.

**Cahiers du journalisme** : Vous avez mis l'accent sur l'importance de l'histoire de l'immigration. Cela transparait dans vos propos et aussi dans ce que vous faites. Ce n'est pas seulement vrai pour les documentaires de Louise Fareignaux. A Radio France Urgences Lille, une journée a été consacrée à l'héritage colonial de la France. Dans "Saga-Cités", la première émission sur l'immigration revient sur les politiques de la France en la matière.

Quant au support médiatique, vous semblez tous d'accord pour dire que la télévision n'est pas l'instrument idéal pour traiter ce sujet, et en même temps, vous prétendez que c'est le seul média qui peut faire changer les mentalités. N'y a-t-il pas là une contradiction ?

**Nathalie Dollé** : Moi, même à la télévision, j'ai l'impression de louper la masse des gens que je voudrais atteindre : ceux qui ne vivent pas en banlieue. Peut-être que les journaux d'actualité, qui sont plus regardés par ce public-là, ont plus d'influence, même si nous traitons les sujet avec plus de profondeur, et si nous expliquons davantage les processus.

A "Saga-Cités", on est regardé par les gens convaincus, c'est-à-dire les gens qui sont en banlieue, à qui on n'apprend pas forcément grand-chose, mais à qui on veut renvoyer une image valorisante, et montrer qu'on les écoute. Or, on est regardé par des professionnels, que ce soit des universitaires ou des hommes politiques.

**Olivier Michel** : C'est le paradoxe de la télé. Les formes nobles que sont le documentaire et le magazine sont souvent reléguées à des heures tardives, là où

il y a moins d'audience. C'est donc aux journalistes d'actualité qu'on doit apprendre à réfléchir sur le sens de leurs reportages, dont les formats, la plupart du temps, sont imposés par le système. Dans ces schémas très courts, on ne peut pas tout faire. Il faut faire place à une plus grande subjectivité. L'objectivité est un produit du système médiatique qui peut être considérée comme une forme de coercition afin d'éviter que le journaliste dise ce qu'il a vu et pense. L'objectivité est avant tout un cadre technique dans lequel il doit rentrer pour rendre compte de la réalité. Dans les salles de rédaction des journaux télévisés, il n'y a plus de débats comme il y en a encore au sein des rédactions qui font du documentaire télévisé. Comme on s'adresse à la grande masse, on semble moins exigeant sur le traitement. C'est un constat terrible. Les meilleurs journalistes quittent l'actualité pour faire du documentaire.

**« les journalistes ont abandonné leur pouvoir et ne font plus assez corps pour lutter contre le système »**

Les journalistes ont abandonné leur pouvoir et ne font plus assez corps pour lutter contre le système. Quand les journalistes s'engagent dans ce métier, c'est pour informer, dire la vérité. Qui le fait aujourd'hui ? Dans les rédactions, on ne s'oppose plus entre nous, on ne s'oppose plus aux cadres imposés. On ne sait plus dire non. Cela induit des effets sur la façon dont nous parlons de la réalité. Je pense notamment au mouvement des sans-papiers. Le journaliste a une intuition, mais comme cette intuition n'est pas dans l'air du temps et ne correspond pas à l'attente des professionnels de l'audiovisuel, qui sont notre premier public, on ne propose pas de sujet qui corresponde à cette intuition. Sachons, nous journalistes, nous remettre en cause, et sachons dire non quand cela ne nous plaît pas.

**Nathalie Gathié** : Changer le monde n'est pas forcément notre fonction, même si c'est louable. Du reste, je ne pense pas qu'on a ce pouvoir. A la télévision, pour les journalistes, il y a des espaces entre les journaux d'actualité et ce qu'Olivier Michel appelle "les formes nobles du documentaire". Il y a des émissions comme "La Marche du siècle", "Envoyé spécial", "Zone interdite", etc. Mais pour les sujets liés à l'immigration, il y a un problème : dans les boîtes de production qui livrent des sujets pour ces émissions, on nous dit qu'il ne faut pas faire "chier" avec les "rebeu" à 20h30, que cela "emmerde le monde", et que cela ne fait pas d'audience. Ce sont des sujets qui ne sont pas considérés comme "sexy". C'est le vocabulaire que j'ai entendu. Cela m'a démotivée. Quand des sujets sur l'immigration passent dans ces émissions, parce que l'actualité l'impose, les journalistes ont souvent du mal à trouver le ton juste. Soit c'est une stigmatisation, soit c'est un sujet compensatoire, gentillet et hypocrite, marqué par une discrimination positive sur les gentils Arabes qui réussissent. Je peux vous donner plusieurs exemples. Dans "Envoyé spécial", l'année dernière, on a pu voir un sujet à caractère sensationnel sur les réseaux islamistes en France. C'était n'importe quoi. C'était alarmiste, putassier, et mensonger. Il y a eu beaucoup de réactions, et très curieusement, trois semaines plus tard, nous avons

vu un sujet sur les Beurs qui réussissent ! Le sujet était dégoulinant de bons sentiments, et il était aussi énervant que celui sur les réseaux islamistes. Soit c'est la kalachnikov, soit c'est l'angélisme. Ces deux modes de traitement se rejoignent et servent le Front national. Cela pose la question de la responsabilité des journalistes. Olivier Michel a raison quand il dit que le débat dans les rédactions n'existe pas. Je n'aurais pas aimé être à *Libération* pendant les événements de l'église Saint-Bernard.

« dès qu'on parle de l'immigration, on perd tout sens de la rationalité »

**Nathalie Dollé** : Ce débat qui n'existe pas dans les rédactions d'actualité, nous l'avons à "Saga-Cités". Au début, je reconnais que nous avons fait de la discrimination positive. C'était un désir inconscient de rétablir l'équilibre avec les sujets d'actualité. Mais nous sommes arrivés au constat qu'il n'y avait pas que des gentils "Rebeu". Maintenant, on essaye de montrer la fameuse complexité. Montrer la complexité en télé n'est pas évident. Même si on rate, on a le mérite d'essayer. Il n'y a pas beaucoup de rédactions qui ont le luxe de ces essais. A vrai dire, dès qu'on parle de l'immigration, on perd tout sens de la rationalité.

**Nathalie Gathié** : Dans les rédactions dites de gauche, dont je suis proche, le traitement des sujets sur l'immigration est souvent sacrifié sur l'autel du politiquement correct qui ne sert personne. En disant cela, je fais aussi mon *mea culpa*. Je me suis souvent dit qu'il fallait montrer que les immigrés étaient des gens très bien. Je les aime autant qu'avant, mais j'ai appris que les aimer, cela ne devait pas me conduire à affirmer qu'ils étaient les plus beaux et les plus gentils. Idem pour les sans-papiers.

**Nathalie Dollé** : On est peut-être en train de rompre avec ce type de réactions. Il y a quelques jours, dans *Libération*, j'ai lu un article de Christian Bachman qui évitait ce piège.

**Nathalie Gathié** : Oui, mais c'était dans la rubrique "Rebonds", réservée aux intellectuels. Cela ne venait pas de la rédaction.

**Nathalie Dollé** : Je crois aussi qu'on peut être de gauche sans être systématiquement pour la régularisation de tous les sans-papiers.

**Cahiers du journalisme** : Est-ce que cette façon de traiter des questions de l'immigration à *Libération* n'était pas déjà présente en 1983, quand on a commencé à parler du mouvement beur ?

**Nathalie Gathié** : Oui, mais c'est une facilité. C'est dû au positionnement et au lectorat de *Libération*. Je n'étais pas au journal à ce moment-là, mais le traitement de l'immigration à *Libération* est représentatif du malaise et de la gêne de la gauche sur ce sujet.

**Pierre Wolf** : Le choix des gens est un vrai problème. Avant d'arriver à Urgences, j'ai travaillé à RTL pendant trois mois. C'est moi qui étais à Vincennes quand on a expulsé les sans-papiers de Saint-Bernard. Comme j'étais plutôt du côté des sans-papiers, j'ai donné la parole aux avocats. Puis je me suis rendu compte qu'à RTL, comme pour les autres radios, il n'y avait pas eu de vrais

portraits des sans-papiers. On ne savait pas qui étaient ces gens. Dès que je suis arrivé à Urgences, j'ai souhaité faire des portraits de sans-papiers.

La première question, c'est de savoir ce qu'est un "bon immigré en situation irrégulière". Est-ce que c'est un jeune venu en France pour faire ses études et qui souhaite rester parce qu'il préfère la société française à la sienne ? Est-ce que c'est une mère de famille qui a vécu des choses affreuses chez elle ? Est-ce que ce sont les demandeurs d'asile ? Comment ne pas donner des arguments à ceux qui vont essayer de profiter de la situation ? Il y a des cas que j'ai évacués, comme les étudiants qui avaient des parents riches chez eux. Je me suis dit qu'ils n'étaient pas "vendeurs". Si quelqu'un qui pense que les immigrés viennent en France pour profiter écoute ce type de propos, il sera conforté dans son opinion. J'ai choisi des situations plus émouvantes, ou plus caricaturales.

**Nathalie Dollé** : On choisit les gens comme on fait un casting.

**Nathalie Gathié** : La première fois que j'ai fait de la télévision, j'ai entendu qu'on parlait des gens qu'on filmait en termes de "clients". C'était soit de bons "clients", soit de mauvais "clients". Il y a les "tchatcheurs", les "bonnes tronches", etc.

**Nathalie Dollé** : On ne peut pas faire abstraction de la technique télé, qui se caractérise par un grand nombre de contraintes. Cela me pose beaucoup de problèmes. J'ai rencontré des gens passionnants, supers, à qui j'avais envie de donner la parole. Mais ils n'étaient pas "regardables". C'est une des limites de la télé. Si on bosse sur la première génération d'immigrés, on se rend compte qu'ils ne parlent pas très bien le français. En télé et en radio, que faisons-nous ? Est-ce qu'on sous-titre ? Si oui, c'est embêtant car la personne est en France depuis trente ans. Si on ne sous-titre pas, on demande des prouesses à ceux qui écoutent. Le téléspectateur se demande pourquoi l'immigré ne parle pas français alors qu'il est là depuis trente ans. On réfléchit, mais on ne trouve pas de réponse définitive. C'est pourquoi on en arrive au casting. Il faut le reconnaître et l'assumer. Si l'interviewé louche, je ne peux pas le filmer, même s'il me dit des choses géniales.

**Louissette Fareignaux** : Vous dites qu'en fonction du public ciblé, on prend telle ou telle personne. Qu'on travaille pour un documentaire ou pour l'actualité, il faut un personnage. C'est une contrainte. Pour le cinéma, dans le récit, qu'on le veuille ou non, on en fabrique. Quand on rencontre trois personnes pour un documentaire, et qu'il faut en choisir une, on sent celle qu'il faut prendre. On sent que son discours engendre de la fiction, que cette personne a une histoire, que cette histoire se déroule comme un fil qu'on peut tirer. On prend cette personne qui est plus "riche" que les autres. En même temps, il y a un risque : pour le film sur les mineurs marocains, j'ai monté avec une personne que je connais bien. Je me suis battue avec elle pendant des soirées parce qu'elle ne voulait pas garder certaines séquences avec des femmes dans le documentaire, alors qu'on avait mis des jours et des jours pour les filmer. Les femmes ne savaient pas parler le français alors qu'elles étaient là depuis longtemps et qu'elles avaient des gosses scolarisés. Elles ont quand même accepté qu'on les filme dans leur cuisine. Alors,

bien sûr, elles ne parlent pas et il y a des blancs, ou alors c'est une parole qui arrive tout doucement. Mais ces éléments étaient très importants parce qu'ils montraient des choses qu'elles étaient en train de faire dans leur quotidien (la façon dont elles circulaient dans leur intérieur, leurs rapports avec les enfants). Si on avait suivi notre logique installée dès le début, on coupait toute la séquence avec les femmes, car selon le monteur, il fallait que le film ait un rythme, que cela "déménage", que les interviews se terminent par des phrases percutantes! Pourtant, mon monteur, c'est quelqu'un qui travaille dans une démarche documentaire, et c'est quelqu'un de passionné par le sujet. Inconsciemment, on recherche des gens qui expriment directement des choses. Il faut assumer les blancs et oser les garder au montage. C'était très important qu'on laisse cette séquence, et on l'a laissée.

En ce qui concerne la notion de personnage, j'ai des choix à faire pour le documentaire que je tourne actuellement sur les sans-papiers de Lille. Il y a deux périodes dans cette histoire. Pour la première grève de la faim, c'est assez simple, ce sont des parents d'enfants français. C'est une situation "béton". Nous n'avons aucune difficulté pour travailler les personnages. Mais pour la deuxième lutte des sans-papiers, il y a toutes les situations possibles et imaginables. Et, là, la question se pose de savoir comment on va travailler, de décider si on ne garde que les "bons cas", c'est-à-dire ceux dont l'histoire est facilement compréhensible, ou si on s'intéresse aussi à ceux dont l'histoire est plus compliquée. Ce n'est pas évident.

**Nathalie Gathié** : On a tous une propension assez naturelle, et qu'on devrait combattre, lorsqu'on veut parler de dysfonctionnements sociaux, de précarité, de difficulté, à illustrer les sujets par des témoignages d'immigrés. C'est dangereux et faux de les transformer en hommes-sandwiches de l'exclusion. C'est comme si on avait peur de dire que la paupérisation concerne aussi les Français de souche. Quand il y a un sujet sur la misère sociale, qui sort-on du placard ? Le Beur, le Black.

*« elles ont quand même accepté qu'on les filme dans leur cuisine »*

**Pierre Wolf** : Je ne suis pas d'accord avec cela. Sur le plan de la misère sociale et de l'exclusion, je ne trouve pas qu'on illustre tous les sujets avec des Beurs ou des Blacks.

**Nathalie Gathié** : C'est en préparant un sujet sur le racisme à la télévision que je me suis aperçue de cela. Je connais des journalistes à TF1. Ils bossent pour le "13 heures". C'est très "clocher". Au moment du plan Juppé, le présentateur a demandé à sa rédaction d'illustrer un sujet sur le trou de la sécu en focalisant sur les Blacks et les Arabes faisant la queue devant la Caisse des allocations familiales. Il y a eu un tollé à TF1 ce jour-là. Et le sujet n'a pas été tourné. Mais ce sont des demandes qui sont régulièrement faites à TF1.

**Cahiers du journalisme** : N'y a-t-il pas un problème lié à l'émotion présente dans ce type de sujets ? N'êtes-vous pas tentés d'ajouter de l'émotion ?

**Nathalie Dollé** : J'en ai assez de l'émotion et des gens qui dégoulinent. En revanche, il est de tradition que pour aborder un thème général, global, théorique, on passe par un personnage. Ainsi on peut s'attacher à lui. Et cela permet de réfléchir à des grands principes. Dans nos sujets sur l'immigration, on avait trois niveaux : l'immigré de base, avec son histoire, un immigré présent depuis longtemps et qui observe la réalité avec du recul, et les experts. Toute la difficulté, dans un sujet de vingt-six minutes, c'est de réussir à mettre de l'humain – parce que c'est fondamentalement ce qui nous intéresse – et de la réflexion.

**Pierre Wolf** : Je suis revenu sur l'idée d'illustration, ce qu'on fait en télé ou en radio, et ce qu'on apprend à faire dans les écoles de journalisme. On prend quelqu'un qu'on juge symptomatique d'une situation, et on illustre. On pense que si on ne fait pas cela, le téléspectateur ou l'auditeur ne va rien comprendre. Donc on en déduit qu'il faut lui donner de l'émotion. Je cherche à lutter contre cela. Je cherche des gens qui ont réfléchi, qui sont conscients de ce qui leur arrive, et qui le disent avec des mots simples. On met plus de temps à les trouver, mais ils existent. C'est à ces gens-là que j'essaie de donner la parole. C'est une façon de lutter contre les illustrations, dans lesquelles on ne donne pas vraiment la parole aux gens. Je me souviens d'un reportage dans un lycée technique qui a la plus mauvaise réputation du Nord-Pas de Calais. Je suis resté trois semaines pour faire un reportage. Je me suis demandé comment j'allais parler de ce lycée, où il y a beaucoup de jeunes Français issus de l'immigration, qu'on forme à des métiers qui n'ont pas d'avenir, dans une ville où il y a 34% de chômeurs. Les mêmes de ce lycée comprennent ce qui leur arrive, et là je pense que c'est intéressant de leur donner la parole. On arrive à faire le compromis entre la théorie et l'humain. Mais cela m'a demandé trois semaines de boulot. Le reportage dure cinquante minutes. C'est un format assez rare en radio.

**Cahiers du journalisme** : Ne peut-on faire que de l'illustration quand on est à la télé ?

**Olivier Michel** : L'émotion accroche, c'est un vrai problème. J'essaie de faire intervenir quelqu'un qui va privilégier l'émotion, et ensuite quelqu'un qui va conceptualiser une situation. Je n'ai pas l'impression d'être un illustrateur. Parfois, il est vrai qu'on se contente du schéma préétabli. Je n'ai pas trois semaines pour faire un reportage comme Pierre Wolf, qui a déjà pu s'intégrer dans un milieu, et qui a pu devenir un caméléon. Si on va dans ce même lycée, il faut une demi-journée pour que les gamins se calment devant la caméra. Du coup, le résultat, c'est qu'on n'y va plus.

**Pierre Wolf** : Je suis satisfait de ce que je fais. Mais il y a la question de l'écoute. Est-ce que c'est utile ? Olivier Michel touche beaucoup plus de monde avec le journal régional que moi à Radio Urgences. Comment à la fois tenir compte du fait que la télé est un média de masse et vouloir montrer une réalité ?

*« je cherche des gens qui ont réfléchi, qui sont conscients de ce qui leur arrive, et qui le disent avec des mots simples »*

**Olivier Michel** : Souvent je prends le parti d'être très subjectif, quitte à dire "je" dans mes sujets, à expliquer parfois les conditions de tournage. Je me sens bien à Europole parce qu'on a un espace de liberté totale. Mais ce choix, on ne peut le faire que si on a un statut fixe et les reins solides. Il faut dire au téléspectateur qu'on a eu des problèmes pour filmer telle séquence. C'est la remise en cause des priorités télévisuelles : priorité à l'image, priorité au montage. Il s'agit de casser le mode d'écriture. Il faut prendre ce risque sinon on ne montre pas ce que l'on a vu sur place, on est hypocrite et on ne dit pas la vérité. Moi, je travaille avec des gens qui sont capables d'entendre cela au niveau professionnel. Mais que se passera-t-il si je travaille ailleurs ?

**Pierre Wolf** : Il est étonnant qu'une chaîne de télévision régionale ne puisse pas aller dans le lycée où j'ai fait mon reportage. Même si Olivier Michel explique ses conditions de tournage, comment les téléspectateurs vont-ils recevoir cette information ? Ils vont retenir qu'il n'a pas pu aller dans le lycée, que ce lycée doit être la jungle. La première chose que les élèves de ce lycée m'ont dite, c'est qu'ils étaient des élèves comme les autres. Et que leur lycée était comme les autres. Même le sujet d'Olivier Michel renforce les préjugés.

**Nathalie Gathié** : Les jeunes de banlieue issus de la deuxième ou troisième génération ont à la fois un rejet et une fascination par rapport aux médias. C'est "je t'aime, moi non plus". Si le journaliste se barre, ils lui courent après. Ce sont davantage des consommateurs d'images que de livres. Ils ont très bien intégré l'image qu'on donne d'eux, les étiquettes (les petits zoulous, les agités de la vie, les brutes épaisses). Dès qu'ils voient arriver la caméra, c'est cette image fabriquée par les journalistes qu'ils renvoient. Ils savent ce que les journalistes

*« ils savent ce que les journalistes sont venus chercher, et ils se comportent comme des acteurs ; ce sont de grands manipulateurs »*

sont venus chercher, et ils se comportent comme des acteurs. Ce sont de grands manipulateurs. Si le journaliste n'a pas le temps ou qu'il est dans une logique sensationnaliste, il sera content, même si le même lui raconte n'importe quoi. Quand on est jeune journaliste et qu'on ne sait pas cela, on peut prendre ce discours pour argent comptant. Pour que ces jeunes parlent plus sincèrement, il faut du temps.

**Nathalie Dollé** : C'est ce qu'on appelle "l'assignation à être". Mais les journalistes ne sont pas différents de ceux qui exercent d'autres professions. Qui sont les professeurs qui vont en banlieue ? Qui sont les policiers qui se retrouvent dans les quartiers difficiles ? Ce sont les plus jeunes, ceux qui commencent. Ce sont ceux qui arrivent pleins de bonne volonté et qui s'en prennent plein la tronche !

**Nathalie Gathié** : Pourtant ce sont des sujets qui demandent beaucoup de connaissances. Quand il y a une émeute, pourquoi envoie-t-on des journalistes stagiaires ?

**Pierre Wolf** : En même temps, c'est un bon moyen d'apprendre la réalité pour un journaliste.

**Nathalie Gathié** : Il y a un autre problème, celui de l'absence de mixité sociale dans les rédactions. Dans les sujets sur les banlieues, les journalistes sont souvent très condescendants. C'est intolérable.

**Cahiers du journalisme** : La construction médiatique passe aussi par des mots, par des symboles. Ainsi "Saga-Cités" est-il inscrit sous forme de tag. La banlieue est souvent associée aux tags. Est-ce qu'à "Saga-Cités", vous ne participez pas à cette stigmatisation ?

**Nathalie Dollé** : On travaille à un nouveau générique. Le tag est un peu éculé. Mais les tags existent aussi ! Et il y a d'autres choses dans le générique : ce sont des images de gens qui se prennent dans les bras. On n'a pas mis d'images de voitures qui brûlent.

**Olivier Michel** : Il y a un mot qui m'horripile, c'est "Français d'origine maghrébine". Déjà on introduit une différenciation. Est-ce qu'on dit "Français d'origine italienne" ? Cela correspond à des schémas qu'ont nos auditeurs et nos téléspectateurs. Et les journalistes confortent ces schémas. Ils les entretiennent et les perpétuent.

**Nathalie Dollé** : Mais que dit-on alors ? Si on dit "Beur" ou "Rebeu", cela se dit à Paris, mais pas à Nantes.

**Pierre Wolf** : J'ai décidé de ne plus jamais dire "Beur". Je disais "Beurette". Un jour, je me suis dit que c'était une connerie. Puis je me suis demandé ce qu'il fallait dire. Il ne faut pas être hypocrite non plus. Si on dit juste que des Français ont provoqué des émeutes en banlieue, les auditeurs pensent automatiquement que c'est des Arabes. Je les désigne par "jeunes Français issus de l'immigration".

**Olivier Michel** : Quel est l'intérêt ? En quoi cette désignation est-elle un élément d'information ?

**Pierre Wolf** : C'est une information. Si on ne les désigne pas, on nie leurs problèmes. Je ne veux pas faire comme si leurs problèmes n'existaient pas. C'est comme pour les groupes de rap qui sont composés de jeunes issus de l'immigration. Il ne faut pas le nier.

*« si on dit que des Français ont provoqué des émeutes en banlieue, les auditeurs pensent automatiquement que c'est des Arabes »*

**Olivier Michel** : Si tu prononces le prénom d'un chanteur d'un groupe de rap, cela suffit. Cela fait appel à nos références culturelles. Quand il y a un procès, on ne va pas donner le nom, mais on va dire que c'est un Français d'origine immigrée qui est accusé. Cette distinction me pose des problèmes. Qu'on n'ait pas ensuite de pseudo discours intellectuel sur la discrimination. Par contre, dire que la précarité est plus importante chez les jeunes issus de l'immigration constitue une information.

**Pierre Wolf** : Je suis d'accord pour cette observation sur les discriminations lors des procès.

**Nathalie Gathié** : On sait aussi que l'appartenance communautaire joue un rôle dans les verdicts des procès, dans les relations avec les forces de l'ordre, ou dans l'accès à l'emploi. Ce n'est donc pas inintéressant de donner l'origine des gens.

**Olivier Michel** : Une habitude a été prise, qui ne se justifie pas.

**Pierre Wolf** : Ce que je trouve intéressant dans la notion de jeune Français issu de l'immigration, c'est de faire entendre que la personne mise en cause est française malgré l'origine étrangère de son nom. En faisant cela, je pose le problème. Ils sont français au même titre que moi. Je ne fais pas l'impasse sur les problèmes qu'ils ont aujourd'hui. Alors que "Beur" ou "Beurette", cela fait un peu tribu. La discrimination est là de toute façon. Je préfère ne pas la taire.

*« L'une des origines des nombreux problèmes dans les cités, c'est justement l'absence de mémoire, de transmission... »*

**Nathalie Dollé** : On parle beaucoup des jeunes et peu des vieux !

**Nathalie Gathié** : Il m'est arrivé de proposer des papiers sur les vieux immigrés, sur la mutation des foyers Sonacotra en maisons de retraite. Je n'ai pas trouvé preneur. Il a fallu attendre que les éditions

Stock me commandent un bouquin pour que j'en parle. C'était une réalité que je connaissais peu. Le livre, c'est une façon de leur restituer la parole, pour qu'ils laissent des traces. L'une des origines des nombreux problèmes dans les cités, c'est justement l'absence de mémoire, de transmission. J'ai fait quelques reportages avec les plus vieux. Ils me racontaient des événements, comme ceux du 17 octobre 1961, ou la première fois qu'ils ont pu voter librement chez Citroën. Les gamins entendaient tout ce qu'ils disaient pour la première fois. Parce que la journaliste était là. Quand j'ai demandé au vieux pourquoi il n'avait jamais raconté son histoire, il m'a dit que sa vie était une vie de misère, et que ce n'était pas valorisant de raconter la misère. La mémoire est un des chaînons manquants dans la construction de leur identité. C'est très dévastateur.

**Nathalie Dollé** : Quand nous avons fait notre sujet sur l'histoire des politiques d'immigration, nous avons souffert de l'absence d'images de cette période. Quand on cherche des images d'immigrés bossant chez Renault dans les années 1960, on n'en trouve pas. Ou alors ce sont des archives privées, parce que à l'Ina, il n'y en a pas. Il y a un trou.

**Louissette Fareignaux** : Quand le mouvement des sans-papiers a démarré, quand on regardait les sujets d'actualité, on avait l'impression qu'il n'y avait pas d'enquêtes, pas de dossiers qui existaient pour guider les journalistes. Ces dossiers auraient pu constituer une base pour aller sur l'événement. Pour les journalistes stagiaires par exemple. J'ai l'impression qu'à chaque fois, on part de rien. Quand j'ai lu les premiers articles sur ce sujet, j'ai été surprise de voir que les journalistes connaissaient très mal ce qui avait engendré cette situation. Il manquait des informations pour éclairer la situation.

Je voudrais comparer avec la situation à Sarajevo. Certains documentaristes, à qui on a demandé de faire des films, se sont retrouvés dans des situations auxquelles ils n'étaient pas habitués. Johan Van der Keuken a fait un sujet en un temps très limité, ce qui est contraire à sa démarche habituelle. Van der Keuken a choisi de travailler à partir d'un festival presque surréaliste dans le contexte de la guerre. Il a dû mobiliser des choses qu'il avait accumulées, ce qui lui a permis

de trouver l'endroit où mettre sa caméra pour aborder l'événement. Chris Marker, quant à lui, a choisi d'interviewer un soldat français de la force de l'Onu. Quand on voit le documentaire, on pense d'abord qu'il ne s'est pas foulé, qu'il a planté sa caméra devant le soldat, et qu'il l'a laissé parler pendant vingt minutes. En réalité, il ne l'a pas choisi par hasard. En vingt minutes, il arrive à réinscrire les choses dans une histoire. On apprend que ce soldat s'est engagé dans l'humanitaire en y croyant vraiment, et qu'ensuite, il s'est demandé ce qu'il faisait là. La question, pour les journalistes, c'est comment réinscrire les choses dans une histoire, **« au début, je pensais qu'ils étaient fous de faire des films de trois minutes »** avec toutes les contraintes du travail quotidien ?

Quant à la durée, il y a des cinéastes qui ont fait des films de trois minutes sur les sans-papiers. Au début je pensais qu'ils étaient fous de faire des films de trois minutes. Mais c'est bien aussi. C'est la preuve qu'il y a une demande sociale. Pour moi, c'est important qu'il ait eu aussi ces films de trois minutes dans les salles où des gens sont venus *a priori* pour voir autre chose. Ils doivent être surpris, mais c'est très bien ainsi.

## La responsabilité sociale du journaliste

**Cahiers du journalisme** : Je vous propose d'écouter l'extrait d'un reportage de Pierre Wolf qui a suscité quelques réactions. C'est un jeune Algérien qui parle : *« (...) Kelkal a mis des bombes dans les préfectures. Moi, si je mettais une bombe, ce serait dans une préfecture ou dans un commissariat. Chirac gouverne l'Algérie. C'est corrompu à fond les manettes. Et encore je ne parle pas des militaires qui volent dans les caisses de l'Etat. C'est le plus grave. Je n'aime pas l'image qu'on donne de l'islam (les barbus, les intégristes). Les intégristes font de la résistance. Même le général de Gaulle a fait cela à Londres... »*

**Pierre Wolf** : Cet enregistrement fait partie d'un long reportage de cinquante minutes sur un lycée de la région Nord-Pas de Calais. J'ai fait un lancement général, puis j'ai laissé les gens s'exprimer. Cet extrait se passe dans la cour du lycée. L'interviewé, qui a 20 ans, se met spontanément à me parler de terrorisme. Et après, j'interroge ses camarades sur ce qu'il vient de dire, pour savoir comment ils jugent ses propos (ce qui est très important). La réaction de ses camarades, c'est de dire que *« lui n'est pas normal, et que nous on est normaux »*. Ils disent qu'il ne représente pas les jeunes Français issus de l'immigration.

Quand le proviseur a entendu cela, il a téléphoné au recteur de l'académie de Lille. Le responsable de la radio a dû s'expliquer avec le recteur. Il a même été question d'arrêter les émissions en direct du lycée alors que quatre étaient encore prévues. Un professeur m'a dit qu'on ne pouvait pas diffuser un reportage où un môme disait qu'il pourrait poser des bombes dans les préfectures. Que c'était un scandale. Il m'a dit que je donnais la parole à un fruit de la propagande du Fis. Pour moi, c'est une réalité. C'est un débat qu'ont tous ces jeunes et qui touche

tout le monde. Comme nous sommes dans une période où il n'y a pas d'attentat, cela m'intéressait de diffuser cette parole et les réactions qu'elle suscite. Il est certain que si nous avions été dans une période d'attentats, et que j'avais été à RTL, ces propos auraient été diffusés en exclusivité et en Une de tous les journaux. On aurait fait un tabac avec cela. Là, la diffusion aurait été scandaleuse. J'ai tenu compte du contexte. Le professeur m'a dit que c'était inconscient. Je lui ai répondu que c'était une décision rédactionnelle. Et avec le recul, je suis content de l'avoir prise.

**« un "Rebeu" qui parle prend tout de suite un statut de porte-parole »**

**Nathalie Dollé** : Moi je ne diffuse pas ce type de propos. Je ne vais pas, comme Pierre Wolf, dans un endroit pour voir comment cela se passe. Je construis davantage mes sujets. Je ne pars pas avec des *a priori* sur ce que les gens vont me dire, mais je les interroge d'abord sans la caméra. Ensuite, je construis mon sujet. Quand j'ai fait une série de trois reportages sur l'islam, je n'avais pas envie d'avoir ce type de propos. Même si je les avais entendus, je ne les aurais pas retenus. On peut discuter ce choix que j'assume et que je revendique. C'est mon sujet et mon regard. Quand on fait des sujets, on n'arrête pas de choisir dans tous les propos que les gens nous disent. Je choisis aussi en sachant comment un reportage sera perçu. Un "Rebeu" qui parle prend tout de suite un statut de porte-parole. Et je n'ai pas envie de voir reprendre une phrase d'un de mes sujets et qui serait instrumentalisée. J'ai trop souffert de cela quand je faisais de l'actualité. Moi, j'aurais tutoyé l'interviewé de Pierre Wolf, et je crois que cela aurait changé la nature du reportage. Il n'aurait peut-être pas parlé de la même façon. Peut-être aussi que ce jeune a ce type de propos parce qu'il est en face d'un journaliste.

**Nathalie Gathié** : Les jeunes qu'on interroge sont dans la provocation permanente. C'est « *haro sur les institutions* », « *faisons péter les keufs* » ! Beaucoup entonnent ce genre de refrain.

**Pierre Wolf** : Non, je pense que mon interviewé le pense vraiment. C'est quelqu'un d'intelligent, et qui argumente. Je le contredis pendant l'entretien. Et puis il y a la réaction des mêmes autour. L'intégrisme est une réalité. Moi, mon angle, c'était la vie dans un lycée. Je diffuse ces propos car ils "traversent" le lycée.

A propos du fait que je le vouvoie, j'aime bien vouvoyer les gens au début des reportages. C'est peut-être parce que je suis jeune ou que j'ai envie de marquer une forme de respect par rapport à mes interlocuteurs. Je leur dis "vous" jusqu'au moment où ils me disent "tu". Mais c'est le seul que je vouvoie tout au long du reportage. Les autres jeunes, je les tutoie assez rapidement.

**Nathalie Gathié** : J'aurais essayé de l'amener à argumenter et à développer, parce qu'il prononce une succession de phrases percutantes, et il sait très bien quels effets elles produiront dans les esprits. J'aurais essayé de les décrypter, de les décoder, et puis de coincer ce jeune – car c'est aussi le jeu – et de lui faire la démonstration de la vacuité de ses propos.

J'ai fait des reportages sur la conversion rapide de certains jeunes de banlieue à l'islam. Ils sortent des phrases très construites sur la valeur de l'islam et sur le Coran. Ce qui est intéressant, c'est de les amener à développer. Je leur demande de dire ce qu'ils y trouvent réellement. Ils finissent par dire que le Coran leur donne une identité qui leur manque, à savoir une identité musulmane. Il y a quatre ans, ils me disaient que le Coran était très pratique parce que c'était "la vie, mode d'emploi". Quand on est largué, c'est une réponse à tout. J'aurais pu me contenter de ce discours superficiel et provocateur.

Cela aurait donné un papier sur les "poussées" *« si on avait filmé quelque chose, on se serait fait lyncher »* intégristes dans nos banlieues difficiles. Mais je n'ai pas fait ce type de papiers. Le reportage

racontait ce qui se tramait derrière ces conversions assez soudaines à l'islam. Cela dit, je comprends le choix de Pierre Wolf, car son sujet central n'était pas l'islam, mais la vie dans un lycée.

**Olivier Michel** : Je me souviens d'un reportage dans un quartier où il y a eu des émeutes. Il y a eu un face à face entre des CRS et des jeunes. Au départ, quelques jeunes ont cassé une vitrine. Rien de plus. On a été sur les lieux, mais très vite, on a été repéré. On n'a rien pu filmer. Car si on avait filmé quelque chose, on se serait fait lyncher. Le lendemain, on a fait quarante secondes sur les événements, mais on a décidé, en conférence de rédaction, de ne pas faire que de l'événementiel. On a voulu faire parler les éducateurs du quartier. On a voulu leur demander ce qu'il y avait derrière les émeutes. Nous l'avons fait. Il y quinze jours, j'ai croisé une des éducatrices qu'on avait rencontrées, et qui m'a dit que ce mode de traitement et le fait de leur donner la parole avaient été très importants. Le jour des événements, TF1 a fait l'ouverture de son journal en montrant une voiture qui flambait. Ce n'était même pas une image prise sur les lieux de l'événement, mais plus tard, sur les bords de l'autoroute.

Sur les sans-papiers, à Europole, on est passé à côté du sujet. D'abord parce que c'est un événement qui dure. Et nous, journalistes de télé, on est désarmé face à ce genre d'événements. En plus, c'est un événement "protéiforme", c'est-à-dire qu'on ne sait pas par quel bout le prendre. Que dire, mais aussi qui nous donne les infos ? La préfecture du Nord ne donne jamais les dossiers. En plus, je ne suis pas très bien introduit à la préfecture, donc je n'ai pas accès à ces informations. Cela pose un problème de vérification des sources. Les sans-papiers racontent leur vie. On a tendance à les soutenir. Toutefois, si on les rencontre plusieurs fois, l'histoire qu'ils racontent n'est pas la même. On ne sait plus quoi faire. On finit par laisser tomber le sujet. En plus, sur l'affaire des sans-papiers, on n'a pas de médiateur. Dans un quartier, en général, il y a un médiateur qui nous donne les clés pour entrer, sinon c'est perdu d'avance. Les sans-papiers ont trois ou quatre porte-parole qui nous ont donné plusieurs versions. Qui croire ? Comment vérifier nos infos ? La seule source, c'est celle du Collectif des sans-papiers. Et ensuite les gens qui racontent leur propre histoire. Il est bien difficile de restituer une part de vérité. Je pense qu'il faudrait passer deux ou trois jours chez eux pour

savoir ce qui se passe. C'est plus une démarche "ethnologique" au quotidien. Et sur la démarche politique, il faut rester très prudent parce qu'on a peu d'éléments. C'est un peu une démission, je le reconnais. Résultat, on n'a rien fait de tout cela. On est passé à côté.

A un moment, il a été question de savoir si la grève de la faim que menaient les sans-papiers était vraie ou fausse. Tous les journalistes se posaient la question. Il n'y que *Libération* qui a parlé de cela. Ensuite, le journal régional s'est dit que si

« *il y a une déférence qui est encore très forte en région de la part des journalistes de province vis-à-vis de l'institution locale* »

*Libération* avait sorti quelque chose, il fallait être à la hauteur. C'est une démarche de suiviste. Dès qu'on a entendu parler de cette rumeur sur la grève de la faim, il aurait fallu passer une ou deux journées avec les sans-papiers. Mais nous n'avons pas fait ce choix éditorial. Nous avons réagi quand

*Libération* a fait son papier. Quand le risque éditorial était limité.

**Nathalie Gathié** : La vérification des sources ne touche-t-elle pas tous les sujets ?

**Olivier Michel** : Non, sur les autres sujets, on arrive souvent à avoir plusieurs opinions. Pour les faits divers, on a l'opinion du procureur, de la police, des témoins, et des protagonistes. Mais la préfecture du Nord ne communique pas dans l'affaire des sans-papiers. Le préfet fait très peu de conférences de presse, même sur les autres sujets. Et même quand il fait des conférences de presse, les journalistes ne lui posent pas de questions. Il y a une déférence qui est encore très forte en région de la part des journalistes de province vis-à-vis de l'institution locale. On ne demande pas si tel ou tel dossier d'un sans-papiers est crédible ou non. On ne demande pas si tel ou tel sans-papiers est susceptible d'être régularisé ou pas. C'est pourtant une question essentielle de ce conflit. Non seulement on n'a pas la réponse, mais quand on a l'occasion d'interroger le préfet, on ne lui pose même pas la question!

**Cahiers du journalisme** : Quand on regarde votre reportage sur les sans-papiers de l'église Saint-Bernard, Nathalie Dollé, on est surpris de ne pas voir les images qui sont devenues emblématiques, à savoir les images de l'expulsion des sans-papiers, des intellectuels ou des artistes ayant soutenu les sans-papiers. On voit surtout des images de l'endroit où logent les sans-papiers. Est-ce un choix ?

**Nathalie Dollé** : Oui c'est un choix. Les images emblématiques, on les a vues ailleurs. On a fait ce sujet pour amener un peu d'information de façon sereine. Les images de violence dans l'histoire du mouvement des sans-papiers sont ponctuelles. Elles ne sont pas représentatives du quotidien des sans-papiers. On aurait pu mettre plus d'images du quotidien, mais on serait tombé dans l'exotisme un peu facile : les femmes noires qui font le riz pour toute la semaine. On a mis des images d'enfants apprenant à lire. Le mouvement des sans-papiers, c'est aussi tout cela. Les CRS qui viennent les déloger, c'est ponctuel et symbolique. On a essayé de montrer la vie. Il y a peu de commentaires de ma part.

**Nathalie Gathié** : C'est difficile de ne pas faire de commentaires. On se demande comment problématiser le sujet. C'est difficile de trouver quelqu'un qui met sa vie en perspective. Pour le journaliste, il y a une nécessité de faire un contrepoint. J'adore une émission comme "Strip-tease" où il n'y a pas de commentaires. C'est un parti-pris de montrer des tranches de vie et des chroniques. Mais sur des sujets problématiques, c'est difficile. On ne peut pas laisser l'entière responsabilité aux individus qu'on filme.

**Nathalie Dollé** : Je ne laisse pas l'entière responsabilité aux gens qui interviennent dans le sujet, parce que, comme je suis la réalisatrice, je suis toujours présente. C'est mon sujet. Je me suis mise d'accord avec les gens sur ce qu'ils voulaient dire, sur ce qu'on allait faire ensemble. Je peux toujours expliquer pourquoi j'ai montré ceci ou cela. C'est certes une véritable construction d'images, mais c'est d'abord une construction intellectuelle.

**Nathalie Gathié** : Donner du sens, en télévision, je trouve cela très dur. Il y a aussi le risque de faire dire aux gens ce qu'on veut entendre.

**Nathalie Dollé** : Quelqu'un qui regarderait nos *rushes* dirait que c'est de la manipulation totale. L'interview, c'est de la maïeutique. J'essaie de faire dire quelque chose à quelqu'un. Mais cette personne, je la connais. Je l'ai vue pendant plusieurs semaines. Je sais ce qu'elle a envie de me dire et j'ai envie de l'aider.

**Nathalie Gathié** : Tu fais un travail en amont que beaucoup de tes confrères ne font pas. Et quand ce travail n'est pas fait, cela donne une impression de manipulation.

**Cahiers du journalisme** : Et sur l'absence d'images d'intellectuels ou d'artistes ayant soutenu les sans-papiers ? Emmanuelle Béart a été une image télévisuelle importante du mouvement des sans-papiers. Elle a pleuré en direct au journal télévisé.

**Nathalie Dollé** : On sait tous quel impact émotionnel ont de telles séquences. C'est bien pour la cause. Au fond, on défend la même. Et vive la complémentarité ! Si les gens sont touchés par un sujet d'actu, eh bien ! tant mieux. Si les gens ont envie de s'arrêter au "20 heures", et bien ils s'arrêtent au "20 heures". S'ils ont envie d'apprendre deux ou trois choses de plus, ils viennent nous voir. Il ne faut pas supprimer l'un pour l'autre.

**Louissette Fareignaux** : Notre documentaire sur les sans-papiers – je le réalise avec une autre personne – a démarré avant la grève de la faim des Guinéens de Lille en 1996. On voulait faire un documentaire sur les retombées des lois Pasqua. On voulait toucher un public plus large et montrer le quotidien de ces gens, ce qui expliquait leur situation. Durant les trois premiers mois, on a eu beaucoup de difficultés, parce que les gens ne voulaient pas témoigner. On a donc d'abord approché les gens dans leur quotidien. On a beaucoup montré les enfants. Globalement, tous les gens étaient dans la même situation, puisqu'ils ont la même nationalité. Ce sont des gens qui avaient déjà une histoire commune. On a trouvé facilement un fil conducteur. On n'a pas eu de problèmes pour la construction.

Puis il y a eu les événements de l'église Saint-Bernard. Cela constituera la deuxième partie. Et là, on est dans la contradiction du début jusqu'à la fin. On a des points de vue qui se croisent sans arrêt. On a des moments qui sont très difficiles à replacer dans un ensemble parce que les histoires sont très différentes, très compliquées. On a une conjoncture qui est compliquée. On n'avait pas prévu le changement de majorité politique. Un grand nombre de données vont être modifiées. Pour cette deuxième partie, nous avons fixé, comme date butoir, une date symbolique, le 1<sup>er</sup> novembre, car c'est normalement à cette date que les régularisations seront effectuées.

On verra l'événementiel, mais on verra surtout la vie quotidienne : les naissances, les mariages, les déménagements. Il y a même des gens qui reconstituent des petites maisons dans la salle où ils dorment. Il y a l'idée de restituer l'espace-temps de ces gens, avec l'idée qu'on ne sort pas de ce mouvement. Maintenant, il faut trouver un diffuseur.

**Cahiers du journalisme** : Parlez-vous des hommes politiques ? A "Saga-Cités", vous avez plus parlé des politiques d'immigration que des hommes politiques. A "Urgences", il y a eu un débat entre un sénateur socialiste, un représentant des sans-papiers, et Louissette Fareniaux, en tant que représentante du Mrap.

**Pierre Wolf** : Pourquoi inviter un homme politique ? Parce que ce sont eux qui font les lois sur l'immigration. Parce que depuis qu'il y a eu un nouveau gouvernement, on sait qu'il va y avoir de nouvelles lois. Il y a des gens qui continuent à demander des papiers pour tous. L'objectif était d'interroger ceux qui ont ces exigences. La question était de savoir si c'est raisonnable d'exiger des

« *la question était de savoir si c'est raisonnable d'exiger des papiers pour tous* »

papiers pour tous. L'objectif était aussi de confronter des gestionnaires et ceux qui ont ces exigences. Je suis assez content du débat. J'ai commencé par demander au sénateur pourquoi on n'abrogeait pas les lois. Il a répondu que si on abrogeait les lois Pasqua, on serait obligé d'appliquer une loi de 1945, plus contraignante pour les immigrés. Cette explication valait ce qu'elle valait. J'ai aussi demandé combien de gens seraient régularisés.

J'ai aussi demandé au représentant des sans-papiers s'il n'était pas surréaliste de demander des papiers pour tous. Il m'a dit que le mouvement des sans-papiers n'exigeait pas des papiers pour tous, mais qu'il demandait que soit régularisée la situation de ceux qui sont devenus des clandestins après les lois Pasqua.

Enfin, j'ai lancé le débat sur l'ouverture des frontières, les rapports entre le Nord et le Sud. Je voulais sortir de l'opposition classique entre les partisans des lois Pasqua et ceux qui réclament des papiers pour toute la planète. Le journaliste est aussi là pour questionner les élus. Secouons-les s'il faut les secouer.

## Les rapports entre le Front national et les médias : le journaliste piégé ?

**Cahiers du journalisme** : Depuis que le Front national a pris l'importance que l'on sait, n'est-il pas encore plus difficile de parler de l'immigration ? On emploie souvent l'expression « *on sait à qui cela profite* ». Le journaliste n'a-t-il pas peur faire le jeu du Front national ?

**Nathalie Dollé** : Pour un reportage, j'ai travaillé avec une association africaine d'un quartier dont le centre social a réussi à mettre en place des mécanismes pour créer une dynamique, une spirale qui tire le quartier vers le haut. Cette association africaine, composée de plusieurs familles, a constaté qu'un grand nombre de délinquants étaient de leur communauté. Les pères ont décidé de faire des rondes dans les quartiers. A partir de 18 heures, tous les enfants blacks de moins de six ans rentrent. A 19 heures, ce sont ceux qui sont un peu plus vieux qui doivent rentrer. Et ainsi de suite jusqu'à minuit. Je voulais montrer qu'il y avait un débat dans la communauté. Quand j'ai rencontré les Africains, l'un d'entre eux a dit aux autres qu'il fallait réfléchir à de nouvelles formes d'éducation pour les enfants, parce qu'il y en a trop qui vont en prison. Il disait qu'il y avait 70% des jeunes délinquants incarcérés dans les prisons qui sont des enfants d'immigrés. C'est pour cela qu'il était partisan des rondes. Je ne pouvais pas diffuser cela à l'antenne. Les propos auraient été récupérés.

On a peu de retour de la part des gens qu'on interroge. Les seuls messages qu'on a sur le répondeur, c'est « *il est minuit et demi, ce jeudi, j'ouvre ma télé. Eh bien ! même au milieu de la nuit, il y a encore des Arabes!* » On ne peut rien faire contre cela. On prend acte, c'est tout.

**Nathalie Gathié** : Est-ce qu'à "Saga-Cités", il y a déjà eu un reportage sur l'électorat du Front national à l'échelle d'un quartier ?

**Nathalie Dollé** : Cela fait des mois, voire des années, qu'on se dit qu'il faut faire des reportages sur ce thème. Notre problème est simple : on va chercher la part d'humanité chez les gens, ce qui fait qu'à un moment ils peuvent "basculer", donc on essaie d'expliquer, de comprendre. Donc on banalise. Quelles sont les conséquences quand on banalise le fait de voter pour le Front national ? On ne sait pas définir d'angle sur ce sujet.

**Nathalie Gathié** : En parler, ce n'est pas forcément banaliser. Quand on parle de l'électorat du Front national, on parle de plusieurs réalités. Il faut distinguer le "nazillon" convaincu de celui qui finit par voter une fois pour ce parti en raison d'un mal-être.

Quand j'étais à Libé, j'ai fait un reportage sur ce thème au moment des élections cantonales. Dans le bureau de vote où je suis allée, le Front national a fait presque 60% des voix. Un tel reportage n'est pas évident ! Il faut d'abord trouver l'électeur frontiste. J'ai trouvé un couple, puis on s'est donné rendez-vous

loin de l'endroit où ils habitaient. C'était des gens représentatifs de toute une frange de l'électorat du Front national : le Français de souche ayant le RMI, vivant dans une cité depuis très longtemps, et disant qu'il vote pour le Front national parce que ce n'est qu'une cantonale, parce que, quand plus personne ne vous écoute, il faut bien exprimer son ras-le-bol. Je ne crois pas qu'il faille diaboliser les électeurs du Front national.

Je pars bientôt pour Vitrolles car on m'a demandé d'écrire une série de portraits de jeunes entrés en résistance depuis l'élection du maire Front national. Ce sujet se veut une monographie de la ville. Je pars du principe que ce maire a été démocratiquement élu, et je ne vais pas faire l'impasse sur l'électorat frontiste de Vitrolles.

**Pierre Wolf** : J'ai fait un reportage sur un électeur du Front national qui garde un parking. Le portrait fait quatre minutes. L'homme raconte que la France est une poubelle. Je lui demande ce qu'il entend par cette affirmation et je lui demande s'il croit à ce que dit Jean-Marie Le Pen, s'il croit au changement s'il arrive au pouvoir. Il me dit qu'il n'y croit pas vraiment. Je pense que c'est utile de donner de l'importance à ces gens, et de les faire exister sans les présenter comme des salopards. Je le tutoie, je le remercie, je l'appelle par son prénom, parce qu'il est sympathique. Pendant qu'il dit qu'il y a trop d'Arabes, il garde la voiture d'une jeune Française issue de l'immigration qui travaille à EuraLille. Ils parlent ensemble. Elle lui donne dix francs, il lui dit qu'elle est charmante. Il continue de dire qu'il y a trop d'Arabes. Je lui demande si cela ne lui fait rien de garder la voiture d'une jeune Française issue de l'immigration. Il me répond que pour elle, ce n'est pas pareil, qu'elle travaille. Donc je me demande si cela n'est pas une

**« on est dans un monde libéral où tout le monde a sa chance, sauf ceux qui n'ont pas d'atouts au départ »**

bonne chose de les rendre sympathiques, de les faire exister dans les médias. Les jeunes Français issus de l'immigration ont une existence, avec le rap, des films comme *La Haine*. Cela leur donne une identité. Le quart-monde "blanc" qui prend la crise de plein fouet n'a pas d'identité. Car la lutte des classes n'existe plus. On est dans un monde libéral où tout le monde a sa chance, sauf ceux qui n'ont pas d'atouts au départ. Les rendre sympathiques, pourquoi pas ? Mais le jour de la diffusion, un auditeur a appelé pour dire qu'on était inconscient de diffuser ce type de reportage.

**Nathalie Dollé** : La difficulté, c'est de les comprendre sans les rendre sympathiques. On essaie aussi de changer la nature du débat, c'est-à-dire qu'on essaie de ne pas poser le débat à partir de la question de savoir si quelqu'un est français ou non. On pose le débat en termes de lutte des classes. On tente de montrer que dans ces quartiers, tout le monde galère. On prend appui sur les théories d'intellectuels.

**Olivier Michel** : Moi, mon problème n'est pas de les rendre sympathiques. Je ne suis pas là pour rendre sympathiques les gens. Cette expression me gêne. Rendre sympathique, c'est donner un agrément à un type de discours. C'est vrai

qu'il faut faire parler les électeurs du Front national, et qu'on n'a peut-être pas assez réfléchi à la façon dont on peut leur donner la parole. Ces paroles sont aussi la voix de la pauvreté et de l'exclusion. Mais c'est aussi la voix de la connerie. Pendant des années, le débat médiatique s'est focalisé sur le phénomène politique "Le Pen", ce qu'il dit, ce qu'il est, ce qu'il représente dans notre histoire, dans l'imaginaire, dans l'histoire des idées. On est juste en train de changer et de dire que ce n'est pas un phénomène spontané, que des gens le suivent. On commence à s'intéresser à ces 15% de gens qui votent Le Pen à chaque élection, à ce qu'ils disent, à ce qu'ils pensent. Mais faire parler un électeur du Front national dans un sujet d'une minute, où il y aura vingt secondes du mec, c'est difficile. Ces vingt secondes, il faut savoir les encaisser, parce que ce n'est pas un discours "d'humanité". C'est presque un discours du "mal". Ce n'est pas évident à mettre en perspective pour un journaliste de télé dans un temps aussi réduit. J'ai diffusé le témoignage très violent d'un gars qui disait du mal des Gitans. Dans mon commentaire, j'ai dit que c'était un discours de haine et de violence. Mais les téléspectateurs n'ont retenu que le témoignage, et on m'a appelé au téléphone pour me reprocher d'avoir diffusé ce reportage. Moi, j'estime avoir fait mon travail de journaliste parce que cela correspondait à la réalité, mais nos sujets sont peut-être trop courts. Il faudrait peut-être faire des séries pour faire parler ces gens. Les journalistes sont peu préparés à entendre ce type de discours. Sur ce sujet, je ne me sens pas toujours assez solide. Et je me dis que mon reportage n'a pas toujours le sens que je voudrais qu'il ait. Je me demande souvent comment une phrase va être réinterprétée.

**« mon reportage n'a pas toujours le sens que je voudrais qu'il ait ; je me demande souvent comment une phrase va être réinterprétée »**

**Pierre Wolf** : Sur la question du format, il est évident que faire parler quelqu'un pendant vingt secondes pour tenir des propos racistes n'est guère possible. Nathalie Dollé disait qu'elle ne voulait pas prendre le risque de rendre ces gens sympathiques. Cela pose la question de la position du journaliste. Si on se contente de leur dire que cela n'est pas bien de voter pour le Front national, on échouera. Il faut être marxiste et aller sur le terrain de la réalité.

**Nathalie Gathié** : Je ne pars pas du principe qu'il faut les rendre sympathiques, mais s'ils apparaissent comme tels dans mon article, cela ne me dérange pas du tout. Ils représentent souvent le quart-monde, et les partis politiques gagneraient à les entendre. Ce qui m'intéresse, c'est de comprendre le processus qui a conduit l'électeur à voter pour le Front national. Le couple d'électeurs dont j'ai fait le portrait m'a émue. Et alors ? Ils m'ont raconté leur lente dégringolade, les promesses qui n'ont jamais été tenues, le sentiment de ne jamais être écouté, d'être invisible. En fait ils ont le même désir de reconnaissance sociale que les "Rebeu". Des lecteurs et certains membres de la rédaction m'ont reproché ce traitement, le fait de les rendre sympathiques et humains. Je ne pourrais pas faire ce type de sujets avec un "nazillon de base".

**Nathalie Dollé** : A France 3, un journaliste a fait le portrait de ce que Nathalie Gathié appelle "un nazillon de base". C'était très bien fait, et cela expliquait le processus qui l'avait conduit à devenir comme cela. On le comprenait. Mais après le reportage, finalement, on ne se dit plus que c'est un sale "nazillon de base". Jusqu'où va-t-on dans la compréhension ? Encore une fois, on sait tous comment nos sujets sont vus et compris. On peut aussi mettre le feu aux poudres dans un quartier. Si on fait le portrait d'un concierge raciste, que

« *ils me disent que si Le Pen faisait le ménage, les gens "bien" issus de la communauté s'en porteraient mieux* »

les "Rebeu" détestent, pour essayer de le comprendre, cela a des conséquences importantes dans le quartier.

**Nathalie Gathié** : Quand j'interroge les vieux immigrés, certains cautionnent le Front national. Ils me disent que les familles d'immigrés ne savent pas tenir leurs mômes, que les voleurs de bécanes, les rois du business, les caïds qui vérolent la cité, ternissent l'image de la communauté. Ils me disent que si Le Pen faisait le ménage, les gens "bien" issus de la communauté s'en porteraient mieux. C'est un discours récurrent tout au long du reportage.

**Nathalie Dollé** : A Vitrolles, on s'est rendu compte que des gens d'origine portugaise et italienne avaient voté pour le Front national. Chez eux, on ressent un besoin d'ordre. Les pères n'ont plus aucune autorité sur leurs fils. Le Pen apparaît comme l'homme providentiel.

**Pierre Wolf** : Il y a autre chose que j'entends, et que je ne veux pas forcément faire apparaître dans un reportage, c'est l'animosité des Kabyles envers les Arabes. Rendre compte de la haine qui existe entre les différentes catégories d'immigrés, c'est aussi faire le jeu du Front national. Un jour, j'ai interrogé une jeune femme d'origine immigrée, qui fait du ménage, qui m'a raconté son mal-être et qui a fait une distinction entre les "bons" et les "mauvais" Arabes. Eux-mêmes cherchent des boucs-émissaires.

**Nathalie Dollé** : On ne parle pas de cela non plus à "Saga-Cités". Ils se renvoient tous la balle. Cela ne sert à rien d'attiser la haine.

**Nathalie Gathié** : Sur les vieux immigrés qui sont d'accord avec le Front national, je vais en parler dans mon livre, mais je n'en ferais pas un sujet unique de reportage.

**Cahiers du journalisme** : N'y a-t-il pas eu des conflits entre immigrés ou entre immigrés et personnes d'origine étrangère dans l'affaire des sans-papiers ?

**Louissette Fareignaux** : Oui, les conflits apparaissent surtout entre les sans-papiers et les autres étrangers. Cela pose un problème pour intégrer ces données dans mon documentaire. Peut-être faudra-t-il le faire. Je réfléchirai beaucoup avant de le faire ■

*Propos enregistrés à l'ESJ le 11 octobre 1997.*